

## Situation sécuritaire

## Grand vainqueur de l'élection présidentielle : le dispositif sécuritaire

Aussi bien tout au long des deux semaines qu'a duré la campagne électorale que la veille et le jour du scrutin, contrairement aux appréhensions de certains observateurs et même de certaines autorités officielles, aucune initiative d'envergure des groupes terroristes n'a pu contourner le dispositif mis en place par les forces de sécurité.

Seule a prévalu ce qui est devenu, avec le temps, une «routine» habituelle, ici ou là, d'une bombe artisanale que la presse nationale a tendance à traiter beaucoup plus comme un «fait diver» que comme un crime politique nourri par des considérations idéologiques et visant l'objectif d'imposer un autre projet de société pour l'Algérie.

Si l'élection présidentielle, elle-même, s'est déroulée comme c'était prévisible, selon la stratégie du pouvoir qui a entamé sa dernière ligne droite depuis l'amendement de la Constitution au mois de novembre dernier pour assurer un troisième mandat au président sortant, l'évolution de la situation sécuritaire, de son côté, a fait dire à plus d'un que le contexte de cette présidentielle allait servir de prétexte à Al-Qaïda au Maghreb pour une plus grande offensive.

D'autant plus qu'une relative recrudescence d'actes terroristes a été observée depuis le début de l'année par rapport au net fléchissement constaté au cours du dernier trimestre de l'année écoulée. Mais le pari sécuritaire a été gagné. Et ce succès est matière à réflexion. Car, en vérité, ce ne sont pas les groupes terroristes, qu'ils relèvent de l'ex-GSPC ou des HDS, qui ont marqué une «trêve» à la faveur du vote ou qui ont répondu en masse aux appels répétés ces derniers temps à la «réconciliation», mais c'est le dispositif sécuritaire réajusté depuis la série sanglante des attentats suicides de l'été dernier et davantage renforcé pour l'élection présidentielle qui a eu raison de la moindre initiative des groupes terroristes. Et il en est sorti grand vainqueur. S'il y a un enseignement à tirer, il s'agit de constater que les groupes terroristes encore actifs ne sont absolument pas enclins à répondre aux mains tendues. Mais, en même temps, ils ont compris ce que leur coûterait de braver le dispositif sécuritaire où ils risquent de faire exterminer les forces dont ils disposent encore.

Cette simple équation n'a pourtant pas été comprise par l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle qui se sont précipités pour se déterminer par rapport à la «réconciliation nationale», chantée sous des airs les plus mirifiques par rapport à ce qu'elle engendre concrètement et sur le long terme que de condamner le terrorisme autrement que dans une langue de bois, comme s'il sévissait ailleurs qu'en Algérie et dont il n'en ont pas une idée précise.

Ce qui est à craindre, présentement, notamment par rapport à Al-Qaïda au Maghreb qui avait appelé au boycott pour des raisons purement idéologiques et «religieuses», raisons pour lesquelles, d'ailleurs, elle rejette la «réconciliation», c'est d'être tentée par des actes de vengeance contre, à la fois, les institutions des l'Etat et aussi contre la population qui n'a pas entendu ses appels. Aujourd'hui, plus que par le passé, ce risque est d'une ampleur autrement plus importante du fait qu'elle prend conscience qu'elle ne pèse d'aucune manière sur le cours de l'évolution de la situation politique du pays. C'est que qu'a fait le GIA après l'élection présidentielle de 1995.

De toute évidence, l'«amnistie» que le président sortant et réélu a fait miroiter durant la campagne électorale aux partisans du terrorisme a tout l'air d'une concession de plus sans réelle contrepartie sur le plan sécuritaire. Même si elle est conditionnée dans le discours à une extinction définitive des maquis, elle risque (comme le fut en son temps la «concorde» et actuellement la «réconciliation») à «déborder» dans les faits en faveur de qui elle ne le devrait pas, et dans le temps, au-delà des échéances clairement limitées dans le temps mais jamais respectées.

Toute «politique» en faveur du «pardon», de quelle que nature qu'elle soit, est envisageable mais à la condition, au-delà des considérations de «justice», de «vérité», de «devoir de mémoire», d'être accompagnée d'un train de mesures contre les récalcitrants pour mettre en adéquation le discours et le combat. Des mesures sévères qui peuvent aller jusqu'à la déchéance de la nationalité algérienne pour les terroristes, notamment les dirigeants, qui persistent dans leur haine contre l'Algérie. S'ils ont montré par leurs pratiques qu'ils n'ont rien d'humain, ils ont davantage montré qu'ils n'ont plus rien d'Algérien.

Mohamed Issami

## DISPOSITIF SPÉCIAL ÉLECTION

## Alger sous très haute protection

*La capitale a été placée sous très haute surveillance, jeudi, jour du scrutin présidentiel. Une situation qui dément les récentes affirmations du Premier ministre et même du ministre de l'Intérieur.*

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Le Sniffex, ce petit appareil gris ressemblant à un transistor, a participé activement à la sécurisation d'Alger et de sa banlieue à l'occasion de l'élection de jeudi. Développé par l'industrie militaire bulgare, ce détecteur d'explosifs et d'armes à feu est visible dans la quasi-totalité des barrages de police et de gendarmerie.

A dix mille dollars pièce, les autorités n'ont pas lésiné sur les moyens pour en doter les services de sécurité en quantités suffisantes. Jeudi, l'ensemble des quartiers de la capitale a donc fait l'objet d'un quadrillage étroit. Un dispositif qui a toutefois été fort discret malgré le nombre d'hommes engagés sur le terrain. Ils seraient plusieurs milliers à avoir été appelés en renfort.

A Alger-Centre, les agents de police — en tenue et en civil — étaient postés sur toutes les artères. De la rue Didouche-Mourad à la place des Martyrs, les automobilistes devaient passer par une demi-douzaine de points de contrôle.

La mesure relative à la fouille systématique des véhicules utilitaires a été appliquée à la lettre. Les agents de l'ordre public

auraient reçu l'ordre de soumettre toute voiture suspecte à un contrôle minutieux.

Les voies rapides ont, elles aussi, été placées sous haute protection. Les hélicoptères de la DGSN n'ont pas cessé de survoler les autoroutes. Une présence dans les cieux que le mauvais temps de la matinée de jeudi n'a pu empêcher. Même les hélicoptères de la Protection civile, reconnaissables à leur couleur rouge vif, ont été mis à contribution.

Dans les quartiers «chauds» de la ville, des témoins affirment avoir assisté à des descentes de police dans les lieux publics.

Selon eux, ces «rafles» auraient eu lieu la semaine dernière dans certains cafés de Bachdjerrah et de Bourouba (ex-La Montagne). Pour ce qui est de la sécurisation des centres de vote, celle-ci a été confiée à des élèves-officiers de la police.

Le dispositif semblait toutefois plus important dans les circonscriptions placées sous l'autorité de la Gendarmerie nationale. C'est notamment le cas à Cherarba et certains centres de vote des Eucalyptus où gendarmes et gardes communaux étaient sur le qui-



Les agents de police étaient postés sur toutes les artères.

Photo : Walid Triaa

vive. Encore une fois, la menace terroriste a été prise au sérieux par les responsables de la gestion du dossier sécuritaire. Une situation qui vient démentir les déclarations du Premier ministre et, plus tard, du ministre de l'Intérieur.

Le 7 mars dernier, dans une déclaration à la presse, Nourredine Zerhouni affirmait qu'un dispositif «très dissuasif» serait mis en place pour sécuriser l'élection présidentielle.

Des déclarations qui seront confirmées quelques jours plus tard par Ali Tounsi, le directeur général de la Sûreté nationale (DGSN). Mais voilà, Ahmed Ouyahia dément en bloc la mise en œuvre d'une telle stratégie. «Je m'inscris en faux contre mes collègues du gouvernement. Il n'y aura pas de renforcement du dispositif sécuritaire», annonçait-il

lors d'une émission radio-phonique.

Selon le Premier ministre, nul besoin de mesures spécifiques puisque la sécurité des citoyens fait l'objet d'une prise en charge permanente. Face à cette sortie, le ministre de l'Intérieur s'est vu dans l'obligation de faire marche arrière.

Tenant de minimiser les contradictions avec Ouyahia, il dira : «Il n'y aura pas de moyens supplémentaires mais une adaptation du dispositif sécuritaire. C'est un problème de substance et de sémantique. Il n'y a pas de contradiction entre nous deux. Il y a un consensus sur plusieurs questions fondamentales, notamment celles qui concernent le retour à la stabilité, la crédibilité des institutions et la lutte contre le terrorisme.»

T. H.

## DEUX ATTENTATS TERRORISTES À BOUMERDÈS

## Un policier tué et quatre autres blessés

*Les islamistes armés du GSPC affiliés à Al-Qaïda Maghreb ont marqué leur présence de manière sanguinaire au cours de l'élection présidentielle de ce jeudi.*

Les groupes encore en activité dans le massif de Sidi Ali Bounab, dans la wilaya de Boumerdès, sont sortis de leur tanière pour commettre deux attentats contre une structure affectée aux élections et contre un convoi qui transportait des urnes.

Le premier attentat à l'explosif a ciblé le centre de vote du village Imaghninene, situé à une dizaine de kilomètres au sud de Laziv (wilaya de Boumerdès).

Une bombe artisanale a été déposée, en début d'après-midi de ce jeudi, devant ce centre localisé sur le CW 107, route qui passe, notons-le, par l'ouest de Sidi Ali Bounab pour aboutir dans la commune de Timezrit, dans la daïra des Issers. Selon nos informations, un policier a été légèrement blessé.

Le second attentat à la bombe a malheureusement coûté la vie à un policier. Trois autres agents de l'ordre ont été blessés.

L'un d'eux est gravement atteint. C'est le même rituel répété par les assaillants.

Déposer un ou plusieurs engins artisanaux et les faire exploser au passage des services de sécurité. Pour le deuxième attentat, les terroristes ont déposé deux bombes sur le CW 151 qui fait la jonction entre le CW 107 (Laâziv /Timezrit) et la ville de Chabet El Ameur.

Au passage du convoi qui transportait, à la fin du vote, les urnes électorales du village de Azzouza, localité située au nord-est de Chabet El Ameur, vers le siège de la commune, l'un

des engins a été actionné. Au lendemain de cet attentat, une seconde bombe a été désamorcée par les services de sécurité.

Ali F.

AÏT-AGGOUACHA  
(TIZI-OUZOU)

## Deux militaires blessés

Jeudi, peu après 20 heures, selon plusieurs sources concordantes, des militaires en poste à un point de contrôle sur l'axe entre Larbaâ-Nath-Irathen et Aïn-El-Hammam ont fait l'objet d'une attaque terroriste.

Selon les mêmes sources, la réplique des soldats de l'ANP a fait fuir les terroristes, dont le nombre n'a pas été déterminé, qui ont dû battre en retraite dix minutes après avoir tenté leur coup de force. L'accrochage s'est soldé par deux blessés du côté des militaires.

A. M.

## EXPLOSION D'UNE MINE À TÉBESSA

## Un gendarme décédé

Le jour du scrutin, un véhicule de service à bord duquel se trouvaient 3 gendarmes qui étaient en mission commandée a violemment explosé au passage sur une mine, dans la bourgade dite Ras Essiker, dans la commune d'El Ogla, à 85 km au sud-ouest du chef-lieu. Cette explosion s'est soldée par la mort d'un

gendarme ayant succombé sur place alors que ses deux compagnons ont été grièvement blessés et évacués sur l'hôpital de Cheria. Cet enième attentat terroriste a jeté la consternation et l'émoi dans la région dont les citoyens restent toujours otages de la horde sanguinaire.

Saâdallah Djamel